

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N ° I-3575 (Rect)

présenté par

M. Ray, M. Le Fur, M. Jean-Pierre Vigier, Mme Corneloup, Mme Dalloz et M. Bazin

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 27, insérer l'article suivant:**

I. – Après le 14° de l'article 1382 du code général des impôts, il est inséré un 14° *bis* ainsi rédigé :

« 14° *bis* Les immeubles communaux et intercommunaux ou tous autres bâtiments loués par la collectivité et situés sur le territoire de la commune ou de l'intercommunalité sur tous ces immeubles pour lesquelles la collectivité se paye cet impôt à elle-même ; »

II. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement, **adopté en commission des finances**, vise à **simplifier les procédures en évitant que les collectivités soient redevables de l'impôt qu'elles se payent à elle-même**.

Il prévoit ainsi d'exonérer de droit de taxe foncière sur les propriétés bâties l'ensemble des locaux communaux et intercommunaux ou loués par la collectivité, et situé sur le territoire de la collectivité pour la part d'impôt qu'elle se paye à elle-même.

Cette mesure, qui n'a pas de conséquence négative dans le budget de l'Etat et des collectivités, est attendue par nos communes et nos intercommunalités et répond au besoin de simplification du système administratif.

Tel est l'objet de cet amendement travaillé avec l'Association des Maires de France (AMF).